

### Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

#### Formation

2018 Doctorat en Droit public - Université de Montpellier

2017. Master en Droit international comparé - Université de Toulouse

2016. Diplôme universitaire en théorie et philosophie du droit - Université de Montpellier

2011. Master en Droit des collectivités territoriales - Université de Montpellier

2008. Licence en Droit public - Université de Montpellier

#### Domaines de recherche

- Droit international comparé
- Droit immobilier
- Droit des collectivités territoriales
- Droit transnational
- Droit européen de l'Union européenne

#### Contact

**ESPI Paris** 

12, rue Belgrand

Levallois-Perret

c.guemar@groupe-espi.fr



Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

### Biographie

Carine GUÉMAR est enseignante-chercheuse en droit à l'ESPI Paris. Après une thèse en droit public à la Faculté de droit de Montpellier, sur « L'État unitaire à l'épreuve de la décentralisation territoriale, étude comparée : France, Hongrie », soutenue en novembre 2018 sous la direction française de M. Guillaume MERLAND, maître de conférences à la Faculté de droit de Montpellier et avocat spécialisé en droit de l'urbanisme et en droit des collectivités territoriales et la supervision hongroise de M. László TRÓCSÁNYI, professeur des universités, Mme GUÉMAR a été recrutée en tant qu'enseignante-chercheuse en droit au sein du laboratoire ESPI2R. Carine GUÉMAR a travaillé deux années en tant que volontaire internationale du Ministère français des affaires étrangères (chargée d'enseignement et de recherche/chargée de mission pédagogique) à l'Université de Szeged, en relations internationales dans le cadre d'un Master en co-diplomation avec l'Institut d'études politiques de Lille entre 2012 et 2014. Elle a été par la suite attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en droit public à l'Université de Perpignan entre 2014 et 2016. Ses travaux de recherche portent sur les dynamiques territoriales en Europe, particulièrement sur les thématiques relatives à l'aménagement du territoire national et local ainsi que sur les problématiques qui se posent en termes d'harmonisation juridique sur l'ensemble du territoire européen.



Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

#### **Publications**

- C. GUÉMAR, « Les dynamiques institutionnelles entre l'Union européenne et les collectivités territoriales », Les mécanismes de prise de décision des autorités locales européennes : approche comparée, Colloque portant sur les mécanismes de prises de décisions des autorités locales européennes, Institut de droit comparé de l'Université de Szeged (Hongrie), Mai 2018, Actes de colloque à paraître courant 2020 ;
- C. GUÉMAR, « Décentralisation et État unitaire : évolutions et transformations. Comparaison franco-hongroise », in Métropolisation, régionalisation et intercommunalité rurale. Quel impact sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe ?, (Dir.) L. MALÍKOVA, F. DELANEUVILLE, M. GIBA, S. GUÉRARD, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Kultura », 2018, pp. 467-483 et pp. 25-40 pour la version en anglais ;
- C. GUÉMAR, « Analyse comparative du système de décentralisation territoriale en France et en Hongrie », Alapelvek és alapjogok, Acte du colloque annuel des doctorants juristes, Université de Szeged, Éditions Nyomda Kft. Szeged, Széchenyi 2020, 2015, pp. 91-102;
- A. BADÓ, C. GUÉMAR, « Le dispositif de distribution automatique des dossiers : une garantie moderne de l'indépendance des juges », Revue internationale de droit comparé, n°2, 2015, pp. 567-589 ;
- C. GUÉMAR, « Identité européenne versus identité locale : opposition ou complémentarité ? », Revue Studia Europaea, 3/2014, pp. 35-51 ;
- C. GUÉMAR, « Les mouvements de migration des jeunes diplômés en Europe : phénomène juridico-économique ou reflet d'une mutation culturelle ? », Revue Studia Europaea, 1/2014, pp. 285-294.



Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

#### **Communications**

- « L'aménagement numérique du territoire : une nécessité pour la survie de l'État », Atelier sur les retombées de la dématérialisation sur les politiques publiques locales, Colloque annuel de OLA (*Observatory on local autonomy*), Lille, 25-26 septembre 2020 ;
- « Les contraintes juridiques liées à la prise en compte de la densification dans les documents d'urbanisme », Journée d'étude organisé par le laboratoire ESPI2R, Campus de Nantes, 13 février 2020 ;
- « Le système juridique unitaire à l'épreuve du droit coutumier : la nécessité d'une territorialisation du droit », colloque international portant sur le pluralisme juridique et résolution des conflits : conflit ou réconciliation des normes, organisé par la Faculté d'études européennes de l'Université Babes-Bolyai, Cluj Napoca, Roumanie, 7-9 mars 2019 ;
- « Hommage à Jeanne CHAUVIN, avocate et première docteure en droit en France. Bilan et perspectives sur l'égalité professionnelle en droit français et européen », XXIIIème Congrès de la Fédération internationale des femmes juristes, Sommet des droits humains des femmes, Université de Lisbonne, Portugal, 20 novembre 2018 ;
- « Les dynamiques institutionnelles entre l'Union européenne et les collectivités territoriales », Colloque portant sur les mécanismes de prises de décisions des autorités locales européennes, Institut de droit comparé de l'Université de Szeged, Hongrie, Mai 2018 ;
- « Décentralisation et État unitaire : évolution et transformation. Vus d'une comparaison franco-hongroise », Colloque portant sur l'impact de la régionalisation, de l'intercommunalité et de la métropolisation sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe, Réseau OLA, Université de Comenius Bratislava, Slovaquie, Juin 2016 ;
- « La décentralisation territoriale : une nouvelle « manière d'être » de l'État unitaire ? », Colloque portant sur l'organisation territoriale et la décentralisation : regards croisés franco-hungaro-belges, Université de Szeged et Institut français de Budapest, Février 2016 ;



### Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

### Communications (suite et fin)

- « L'incertitude de la norme juridique en droit constitutionnel français », Colloque portant sur les sciences et l'incertitude : déterminismes, déterminations, normes et discours, Centre régional francophone de recherches avancées en sciences sociales (CEREFREA), Université de Bucarest, Villa Noel, Roumanie, Novembre 2015 ;
- « Analyse comparative du système de décentralisation territoriale en France et en Hongrie », Colloque annuel des doctorants juristes, Université de Szeged, Juin 2014 ;
- « Identité locale versus identité européenne : entre opposition et complémentarité », Consortium universitaire de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Université Babes BOLYAI, Cluj Napoca, Roumanie, Mai 2014 ;
- « L'unité européenne : apologie d'une « heureuse » nostalgie ? », Colloque portant sur la citoyenneté et l'intégration européenne : 7 et 10 ans après, l'Europe face à ses nouveaux citoyens, Nouvelle Université de Sofia, Bulgarie, Avril 2014 ;
- « Les mouvements de migration des étudiants et jeunes diplômés en Europe : phénomène économique ou reflet d'une mutation culturelle ? », Consortium universitaire de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Université Babes BOLYAI, Cluj Napoca, Roumanie, Octobre 2013 ;
- « Unité européenne : entre développement et recherche identitaire », Colloque portant sur les dialogues francophones en Europe, Université de Szeged, Septembre 2013 ;
- « Intégration européenne et couple franco-allemand », Colloque multisession, Anniversaire de l'Institut de droit comparé, Université de Szeged, Mai 2013 ;
- « Nouvelles formes de participations citoyennes dans les nouvelles démocraties », Consortium universitaire de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Université de Bucarest, Décembre 2012.



Chargée d'Enseignement et de Recherche - Campus de Paris

### Activités d'enseignement

#### Université de Szeged 2012 / 2014 :

Chargée d'enseignement/chargée de mission pédagogique -

Cours magistraux:

Relations économiques internationales, (CM-15h)

Fondements économiques de l'intégration européenne, (TD-10h, Pr. Patrick MARDELLAT / Pr. Robert WTTERWULGHE)

Politique agricole commune, (CM-18h)

Débats d'actualité internationale et européenne, (CM-15h)

Diversité et francophonie culturelle et politique, (CM-10h)

Méthodologie juridique, (CM-10h)



### Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

### Activités d'enseignement (suite)

#### Université de Perpignan Via Domitia 2014 / 2016 :

Attachée temporaire d'enseignement et de recherche -

Travaux dirigés:

Niveau Licence et Master

Droit constitutionnel général, Licence 1 Droit, Pr. Philippe SÉGUR / Pr. Géraldine GIRAUDEAU Licence 1 Droit, Jean-François CALMETTE

Droit administratif général, Licence 2 Droit, Guy DURAND Licence 2 AES, Jacobo RIOS

Introduction au droit, Licence 1 AES, Jacobo RIOS

Droit institutionnel de l'Union européenne, Licence 3 Droit, Nicole BRINGMANN

Droit des finances locales, Licence 2 Droit, Guy DURAND

Droit des marchés publics, Master 1 Droit, David DEIBNER



Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

### Activités d'enseignement (suite et fin)

#### École Supérieure des Professions Immobilières 2019 / (...) :

Chargé d'enseignement et de recherche - Cours magistraux : Niveau Bachelor et Mastère

Droit de l'urbanisme et de l'aménagement, (CM – 28hx4 : 112h)

Droit numérique appliqué à l'immobilier, (CM-20hx2 : 40h)

Droit immobilier comparé, (CM-24hx2: 48h)

Droit de la promotion immobilière, (CM-24hx4 : 92h)

Droit de l'acquisition des terrains à bâtir, (CM-16hx4 : 64h)



Chargée d'Enseignement et de Recherche – Campus de Paris

### Activités d'enseignement (suite et fin)

#### École Supérieure des Professions Immobilières 2019 / (...) :

Chargé d'enseignement et de recherche - Cours magistraux : Niveau Bachelor et Mastère

Droit de l'urbanisme et de l'aménagement, (CM – 28hx4 : 112h)

Droit numérique appliqué à l'immobilier, (CM-20hx2 : 40h)

Droit immobilier comparé, (CM-24hx2: 48h)

Droit de la promotion immobilière, (CM-24hx4 : 92h)

Droit de l'acquisition des terrains à bâtir, (CM-16hx4 : 64h)